

Revoir le rôle de l'agriculture :  
les politiciens canadiens peuvent-ils  
se faire à une nouvelle vision?

Forum de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires

*Working Towards a New Direction for the Agri-Food Sector*

13 et 14 février 2006 – Toronto

Survol du forum

Notes en vue du discours-programme du

Sénateur Hugh Segal

Président

Institut de recherches en politiques publiques

*\*Priorité au discours prononcé*

Lundi, le 13 février 2006

De 18 h 30 à 20 h 30

Hôtel Hilton Toronto Airport

5875, Airport Road

Toronto (Ontario)

Je me propose, ce soir, de lancer un défi à la classe politique – dont je fais partie – un défi qui va bien au-delà du battage partisan, des préférences politiques révélées par les sondages ou des conjectures sur les gagnants des prochaines élections. Bien que toutes ces questions de court terme soient vitales dans une démocratie concurrentielle et dans le système de partis qui la soutient, l'aptitude de notre régime politique à refléter un contexte changeant, des défis et des buts plus élevés définit également la pertinence de notre démocratie concurrentielle. L'objet d'une telle démocratie va au-delà de la concurrence entre partis politiques. La capacité du système démocratique de, réellement, agir dans des domaines susceptibles d'améliorer les perspectives économiques, sociales, environnementales et de santé d'une société pluraliste face aux défis manifestes qui la menacent est un indice de plus de l'efficacité du système démocratique au service des citoyens.

Le 22 novembre 2005, la première motion que j'ai présentée au Sénat du Canada en ma qualité de sénateur ontarien novice a été un avis de motion priant le Sénat d'autoriser le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts à étudier la pauvreté rurale au Canada et à faire état de ses constatations. C'est là une question à laquelle j'ai l'intention de me consacrer de façon multipartisane quand le Parlement reprendra ses activités, dans quelques semaines. Si je soulève la question de la pauvreté au Canada rural, c'est que je crois sincèrement qu'elle constitue tout à la fois un prisme au travers duquel nous pouvons examiner la nécessité de nous écarter de la politique nationale en matière d'agriculture et une prison qui ne peut qu'assujettir trop de nos concitoyens à une vie où déclinent l'espoir et le respect de soi et où l'on centre trop de ressources

politiques sur le règlement du problème de l'effondrement du revenu agricole par opposition au besoin de faire des investissements stratégiques et de moderniser la réglementation.

Je ne veux ni minimiser ni diluer le problème du revenu et je suis content de voir que les documents de consultation et les idées que vous envisagez au cours du présent exercice d'élaboration d'une vision ne prend pas du tout à la légère la perspective de réduction du revenu agricole.

C'est pour les gouvernements une norme que de réagir d'abord et avant tout aux crises du revenu agricole à mesure qu'elles surgissent, mais à moins qu'il se fasse des investissements stratégiques en vue d'un avenir différent, la réalité actuelle continuera de se répéter avec régularité. Il m'est impossible de croire que l'on veuille se contenter de soumettre une génération après l'autre de familles et de collectivités d'agriculteurs à ce genre de scénario pervers rappelant « Le jour de la marmotte », humour en moins. C'est pourtant dans cette case que nous nous sommes enfermés jusqu'ici. L'idée de tenir une exploitation agricole et d'en tirer son gagne-pain dans le contexte agricole actuel, ballottée par les externalités découlant de subventions américaines perverses, de l'ESB et de ses problèmes connexes, de la croissance de la force d'exportation du Brésil dans le domaine de la production et des marchés alimentaires hémisphériques, de la hausse des prix de l'énergie, qu'alimentent les ouragans dans le sud et l'instabilité politique au Moyen-Orient et au Venezuela, est devenue un jeu où l'on perd bien plus que l'on ne gagne. Il est possible de tirer un avantage marginal de l'amélioration des pratiques commerciales, des économies d'échelle et de la réduction du coût des intrants, mais ces moyens, pour des raisons de structure et d'organisation, sont hors de la portée de nombre de fermiers.

Pourtant, la crise que nous traversons en ce moment, les mers tumultueuses que nous nous efforçons de faire traverser au navire canadien de l'agriculture sont le signe d'un glissement fondamental des plaques tectoniques que sont la production alimentaire, les priorités environnementales, la rareté de l'énergie et les politiques publiques inadéquates définissant le relief du plancher océanique.

Le défi, pour tous ceux d'entre nous qui nous soucions des gens et des collectivités, des entreprises et des infrastructures, des familles et du bien-être qui façonnent l'univers agricole de notre pays, de la ferme à la table, est impérieux :

Peut-on rassembler les objectifs d'une production durable et sans cruauté de résultats économiques, environnementaux et sanitaires en une stratégie cohérente apte à élargir les progrès économiques et sociaux du Canada, à recourir à la ressource agricole et à bâtir un avenir fondé sur la force et l'innovation plutôt que sur la crise et la passivité? Notre classe politique, aux niveaux fédéral et provincial, peut-elle passer, en coopération avec les chefs de file de l'agriculture et du négoce agricole, à une analyse narrative différente qui mette en valeur le facteur humain de l'agriculture et qui épouse les impératifs de sécurité économique et nationale d'un secteur agricole tourné vers l'avenir? Peut-on faire du secteur agricole un élément crucial de la solution aux défis de la diversification des sources d'énergie, de la santé et de l'environnement par opposition à son état actuel d'irritant accessoire tandis que toute l'action se déroule en un autre point de l'économie?

Le défi ne consiste plus seulement en une production efficiente de produits alimentaires de haute qualité, en la constitution de réserves alimentaires peu coûteuses pour le Canada et pour certains marchés d'exportation choisis. Il porte désormais sur le cycle de production alimentaire, qui devient un levier stratégique capable de catapulter en avant les aspects énergie, soins de santé et environnement de notre programme de manière à rehausser l'avantage concurrentiel de l'économie canadienne, à revitaliser les secteurs de la ferme et de l'exploitation agricole. Cette approche remplacerait l'effondrement progressif du revenu par une croissance stratégique du revenu à la ferme et dans d'autres parties capitales du cycle sol-société, qui a été si important pour notre histoire et pour notre richesse en tant que société et, plus encore, essentiel au rôle du Canada en tant que concurrent dans le marché des produits clés et comme chef de file.

Je ne suis pas issu d'un milieu agricole. J'ai été membre des conseils d'administration d'entreprises laitières canadiennes, du domaine de la restauration et du secteur des vins et j'ai vu quelle immense différence l'innovation peut faire au chapitre de la croissance et des occasions. Dans le secteur vinicole, l'accent porté sur la teneur en **brick** du raisin et sur sa qualité ainsi que sur la résistance variétale a pris plus d'importance que le simple tonnage, tant pour l'éleveur que pour le négociant. Dans l'industrie laitière, je me souviens très bien des qualités de chef dont a fait preuve le regretté Graham Freeman, des laiteries Ault, dont j'étais membre du conseil, quand des investissements extraordinaires ont été faits dans une technologie de filtration qui allait prolonger la durée de conservation, améliorer le goût et commencer à tenir compte du problème d'intolérance au lactose de la société moderne.

Mon grand-père maternel était boulanger. Il est parti de l'Empire d'Autriche-Hongrie pour s'installer au Canada vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et établir une boulangerie casher sur le boulevard

Saint-Laurent, dans le centre-ville de Montréal. Toutes mes tantes et tous mes oncles, tout comme ma mère, ont travaillé à la boulangerie, certains d'entre eux tenant pendant un certain temps une succursale à Rochester (New York), sur la rive opposée à celle où nous nous trouvons ce soir. C'était des gens de petite entreprise qui ont travaillé dur pour se faire une vie, pour s'aménager un avenir, pour nourrir leur famille, pour permettre à la qualité, à des prix équitables et à un bon service de donner forme à leur chance de développement économique au Canada. Il s'agissait d'une entreprise simple qui avait ses propres exigences de dur labeur, de fiabilité, de pureté, de créativité et qui exigeait que les clients trouvent derrière le comptoir chaque matin, par tous les temps, tout droit sortis du four, des produits adaptés à leurs besoins.

Le comptoir de boulangerie d'aujourd'hui, le comptoir alimentaire d'aujourd'hui couvre le monde entier; sa variété et sa diversité sont remarquables. Mais l'offre canadienne ne peut demeurer statique. La pureté et la qualité qui lui suffisaient autrefois doivent maintenant, non pas être tenues pour acquises, mais améliorées dans le contexte de l'ensemble des défis économiques, environnementaux et énergétiques auxquels nous faisons face. Les aliments produits au Canada, les cultures vivrières stratégiques et les innovations apportées aux applications sous-jacentes sont la clé des progrès immenses réalisés dans des domaines critiques comme la gestion des maladies, les sources substitutives de carburant, l'autonomie énergétique et la durabilité environnementale dans tous les sens progressifs, rentables et économiques de ce que la durabilité peut et devrait signifier pour une économie dynamique.

Permettez-moi de vous donner un ou deux exemples des questions et possibilités dont vous avez parlé aujourd'hui et dont vous parlerez demain et, par la suite, d'aborder au sens pratique la façon de lutter contre les ruptures politiques pesant sur la gamme de possibilités qui se présente à nous.

Nous avons assisté à un certain degré de mouvement des marchés et de mouvement politique sur la question de l'éthanol, qui peut être bon pour les exploitants agricoles, bon pour la sécurité nationale et l'autonomie énergétique, bon pour l'environnement et bon pour l'économie. L'engagement du nouveau gouvernement à mandater une consommation accrue d'éthanol dans toute la plage d'utilisation constitue un très bon pas en avant. Le mouvement de sociétés comme General Motors, par des innovations comme le moteur E85 (et je fais partie du conseil consultatif canadien de GM), vers la promotion de la hausse du recours à l'éthanol constitue aussi un pas en avant. Mais aussi longtemps qu'une partie du fardeau réglementaire rendra la culture de souches de blé moins protéiniques et plus glucidiques officiellement indésirable au Canada, ce ne sera pas facile. Le problème se situe dans le sectionnement entre la réalité de la réglementation et l'impératif d'intérêt public. Et ceci n'en est qu'un exemple.

Quand l'innovation produit des réserves alimentaires capables d'inhiber la maladie, de contribuer à la longévité ou d'améliorer l'équilibre nutritionnel et la santé, comment s'y prend-on pour faire en sorte qu'entre autres, le fermier, la collectivité agricole, l'engagement et le travail antérieurs réalisés à la ferme, l'investissement et la prudence nécessaire soient adéquatement récompensés et financièrement encouragés? Peut-on projeter de réels progrès sans y voir?

Si nous avons des engagements continus de soutien du revenu agricole dans les catégories de produits où les pressions extérieures, l'instabilité climatique et les spirales de coût des intrants ont réduit les revenus (et j'approuve sans réserve les engagements de mes collègues conservateurs quant à la hausse des soutiens au revenu agricole et quant à la réforme des programmes de revenu qui ne fonctionnent tout simplement pas), sommes-nous également disposés à investir

dans des activités axées sur les résultats pour garantir la conception et l'élaboration de nouveaux produits, l'application de nouvelles règles d'étiquetage, la cohérence des règlements et une position contextuellement plus concurrentielle à l'exploitant agricole canadien? Parce que si tel n'est pas le cas, nous tournons le dos à la durabilité et à l'aménagement d'un nouvel avenir et de nouvelles possibilités pour y préférer le cadre moins tentant, mais politiquement plus facile, du maintien, aussi longtemps que possible, de la situation actuelle. Des sources substitutives de carburant jusqu'aux nutriceutiques, du levier environnemental à l'amélioration de la prévention et de la gestion de la maladie, l'industrie alimentaire canadienne dispose des matières premières, de la capacité de production, de la masse critique à base large, de la propriété intellectuelle et de l'innovation capables d'appuyer la contribution des exploitations canadiennes progressives qui lui permettront de surmonter bon nombre des problèmes d'énergie, de santé, de démographie, d'environnement et de sécurité nationale que le Canada et ses associés mondiaux, tout comme ses concurrents, doivent affronter. Pour que se réalise entièrement le potentiel de cette occasion substantielle, nous devons faire preuve de franchise quant aux obstacles actuels aux progrès centrés et productifs que nous devons accomplir dès que le monde en a besoin et dès que nous devrions le vouloir.

Notre démarche politique n'épouse pas réellement l'agriculture et l'exploitation agricole en tant que domaine d'innovation technologique et d'occasion de partager le marché mondial. La politique agricole et l'innovation ne sont pas vues comme une solution où le Canada peut avoir un avantage concurrentiel, mais plutôt comme un problème chronique sans espoir de solution, porteur d'une menace permanente pour la base déjà fragile des petites villes et des régions rurales canadiennes. Jusqu'ici, le préjudice dont ont fait montre nombre de législatures fédérales et provinciales a été de nature défensive et appréhensive. La question de savoir où se trouve la prochaine avenue a



souvent été voilée par la « crise du jour » en matière de revenu. On ne peut qu'être éberlué de constater que, lorsqu'un secteur est chroniquement menacé et constitue une source d'insatisfaction et de crise économique, il acquiert les attributs que lui prêtent nombre de gens. Cela ne constitue ni de la régie ni de la direction : c'est une réaction consistant à se résigner et à se laisser porter par les eaux d'un bassin de moins en moins profond. C'est plus qu'injuste pour la population des petites villes et des zones rurales du Canada, qui mérite mieux. C'est injuste pour le **RandD** et pour les industries de transformation alimentaire novatrice ainsi qu'envers leurs efforts de création de nouveaux créneaux de marché pour des innovations exclusives ou supérieures de l'industrie alimentaire canadienne, quelle qu'en soit la forme. Il faut faire mieux!

Lorsque l'on tient compte des décisions d'investissement stratégique dans les secteurs public ou privé, on voit bien que c'est depuis longtemps la coutume d'oublier la segmentation des éléments clés et de fonctionner dans des sillons isolés ou étroits. Aucune entreprise ayant pris une importante décision d'investissement ne peut se soustraire à la considération des répercussions implicites de la santé et de la sécurité en milieu de travail, des intrants environnementaux, financiers, technologiques et énergétiques dans sa décision d'investissement. Tous ces éléments se combinent pour former le noyau économique de la rentabilité, de la durabilité humaine et des progrès de l'initiative. Cela n'a jamais été aussi vrai que dans le cas des décisions qu'il faudra bientôt prendre en matière d'environnement, d'énergie et d'économie en raison de ce que nous comprenons maintenant quant à la façon dont tous ces éléments interagissent et sont interdépendants les uns des autres.

La forme réelle de notre environnement, de notre économie, de notre sécurité nationale et alimentaire, de nos perspectives antivirales et de soins de santé, de notre situation au chapitre de

l'énergie et de la santé dépend désormais d'une matrice décisionnelle intégrée où les questions de réglementation, de fiscalité, d'investissement, de politique sociale, d'innovation et de soins de santé sont traitées de manière cohérente et interreliée. Nous pouvons et nous devons placer l'agriculture et l'agroalimentaire au centre de cette nouvelle analyse pionnière.

Cet effort coûtera de l'énergie bureaucratique, du capital politique, une certaine sensibilité aux guerres intestines sectorielles et de produit et à l'opposition de clients réactionnaires qui résistent à toute reconception fondamentale de ce que l'agriculture devient et peut encore devenir.

Mais ces coûts substantiels, bien que transitoires, me semblent nettement inférieurs à ceux de l'acceptation du statu quo, sous couvert du paradigme existant de soutien du revenu, qui ne passe pas le test des nouveaux investissements stratégiques, de la reconception des politiques d'intérêt public et de la modernisation de la réglementation.

En sciences politiques, et je me sers de cet argument quand je parle de résistance au changement à mes étudiants de troisième cycle de l'école de politique d'intérêt public de l'université Queens, il existe une théorie nommée « dépendance envers la voie choisie » selon laquelle, tout simplement, il est plus facile de s'entêter à labourer le même sillon, encore et encore, de le creuser toujours davantage et d'accroître le risque de voir la pluie tout noyer que de sortir de ce vieux sillon et d'aller dans une direction nouvelle et plus prometteuse. Il faut moins d'énergie pour faire un constant aller-retour sur le même parcours que pour se propulser hors d'un vieux sillon vers un nouveau parcours et une nouvelle orientation. Le changement comporte des risques et, moi qui ai toujours été conservateur, je suis plus qu'heureux de vous en dresser la liste. Mais il y a parfois

des risques encore plus grands à s'en tenir au connu, à succomber au bercement narcotique du confortable et du familier.

À l'échelle fédérale, nous devons décider, un problème à la fois, si les divisions entre les sciences et la technologie, la santé, l'industrie, l'agriculture, l'énergie et l'environnement sont si raisonnables. Il ne faut pas voir la chose comme un grand département trop gros à gérer, ce qui n'aide personne, mais comme une concentration intégrée de politiques permettant d'observer et d'étudier l'innovation, le financement, la fiscalité, les défis environnementaux et énergétiques de manière coordonnée et intégrée depuis le point de vue des agriculteurs. Il s'agit aussi de faire en sorte que les comités des Communes et du Sénat collaborent plus étroitement, sur une base intégrée, aux questions et domaines critiques au défi rural, agricole et alimentaire. Il est question d'un revenu minimum pour tous les Canadiens, une idée que je défends depuis plus de 35 ans, qui nous libérerait et nous permettrait d'étudier l'investissement stratégique en agriculture et pas seulement un modeste appui en cas d'effondrement du revenu lié à des produits particuliers.

Non, ce ne sera pas facile, particulièrement au moment où les univers avoisinants de la concurrence étrangère accrue, des subventions étrangères augmentées et injustifiées, du recours aux conditions phytosanitaires comme nouvel obstacle non tarifaire aux exportations alimentaires canadiennes continuent d'exercer leurs forces magnétiques concurrentielles sur l'univers agricole que nous partageons ici, au Canada.

Mais demeurer immobile, éviter le changement, conserver un cadre de politiques étroit et cloisonné revient exactement au même qu'abdiquer.

Et l'abdication, à l'instar de l'échec et de la capitulation, ne devrait jamais être envisagée. Pas quand tant de valeur et un pareil potentiel de transformation sont en jeu et se trouvent à notre portée.

Merci beaucoup.

- 30 -